

Table des matières

Remerciements.....	2
Introduction générale	3
I. Une problématique en deux temps.....	5
II. Plan.....	6
III. Des sources du droit abordées sous l'angle de la pluridisciplinarité.....	9
Prolégomènes : Origine et nature de la Cour de cassation	12
I. Une origine longtemps controversée	14
II. Une nature ambiguë	17
A. Agent du pouvoir législatif près le pouvoir judiciaire... ..	18
B. ...ou sommet du pouvoir judiciaire ?	24
III. Conclusions	28
Première partie : L'organisation judiciaire de la Belgique indépendante et son évolution sur le long dix-neuvième siècle (1832-1914)	30
Chapitre I : Les antécédents.....	31
I. Le Gouvernement provisoire (1814-1815).....	31
II. Le régime hollandais (1815-1830).....	34
Conclusions	38
Chapitre II : Les fondements constitutionnels et légaux du pouvoir judiciaire	39
I. Les principes constitutionnels.....	39
A. La structure du pouvoir judiciaire et les modes de nomination des magistrats au dix-neuvième siècle	40
1. La structure du pouvoir judiciaire.....	40
2. Les modes de nomination des magistrats aux termes de la Constitution de 1831	41
3. L'immovibilité des magistrats du siège.....	43
B. Mission et compétence du pouvoir judiciaire.....	45
1. Compétence générale du pouvoir judiciaire : les articles 92 et 93 de la Constitution.....	45
2. Compétences de la Cour de cassation.....	48
a) Le jugement des ministres.....	49
b) Les conflits d'attributions.....	53
c) Autres compétences particulières	57
II. Les fondements légaux de la Cour de cassation : la loi d'organisation judiciaire du 4 août 1832 ..	58
A. Le régime d'incompatibilité applicable aux magistrats de cassation et son évolution	58
1. Les incompatibilités avec une fonction politique à l'échelon national	58

2. Les incompatibilités avec un mandat politique communal ou provincial	61
3. La physionomie de la Cour de cassation à l'aune des législations relatives aux incompatibilités	63
B. Le référé législatif	66
1. Le principe du référé législatif.....	67
2. Vers une séparation des pouvoirs plus affirmée : la suppression du référé législatif ou la consécration du rôle régulateur de la Cour de cassation	69
3. L'application du référé législatif entre 1832 et 1865	70
Conclusions	74
Chapitre III : La tentative de codification de l'organisation judiciaire (1853-1869).....	76
I. Le projet de la commission spéciale : un Code d'organisation judiciaire	77
II. Le projet du Gouvernement	84
III. L'examen parlementaire	86
A. La Chambre des Représentants.....	86
1. La commission de la Chambre	86
2. La discussion du projet en assemblée plénière.....	87
a) Les tribunaux de commerce	88
1) L'existence des tribunaux de commerce en question.....	89
i. Le maintien des tribunaux de commerce	89
ii. L'introduction d'un élément civil à la tête du tribunal de commerce	90
iii. La suppression des tribunaux de commerce	90
2) La compétence des tribunaux de commerce.....	92
b) La disjonction de la mise à la retraite des magistrats en raison de l'âge	94
1) Rétroactes	95
2) L'élaboration de la loi du 25 juillet 1867 sur la mise à la retraite des magistrats	97
3) L'effectivité de la loi de 1845 et le vieillissement de la magistrature : deux aspects négligés du débat de 1867	103
i. Quand l'esprit de corps l'emporte sur l'esprit de la loi ou l'échec de la loi du 20 mai 1845.....	103
Le cas de Pierre Van Meenen	103
Le cas de Jourdain Vuylsteke.....	105
ii. Le vieillissement de la magistrature.....	109
c) Les cours d'appel et cours d'assises	114
1) Les cours d'appel.....	114
2) Les cours d'assises.....	115
i. La composition	115
ii. Le jury.....	116
d) La Cour de cassation.....	118
e) La question du flamand	118
f) La fin de l'examen du projet et le vote.....	122
B. Le Sénat	123
Conclusions	125
Conclusions.....	127

Deuxième partie : Entre normes et hommes, les pratiques dans le recrutement et l'avancement des magistrats de cassation (1832-1914).....135

Chapitre I : L'aspect légal du recrutement des magistrats près la Cour de cassation	138
I. Considérations générales : la stabilité du cadre structurel	138
A. La loi du 15 juin 1849	140
B. La loi du 12 septembre 1913	142
II. Les conditions légales d'accès à la magistrature	143
A. Age des conseillers et avocats généraux à leur entrée à la Cour de cassation.....	145
B. Le(s) diplôme(s)	148
C. L'expérience professionnelle	150
1. Les conseillers	150
2. Les avocats généraux	156
Conclusions	160
Chapitre II : Ces « autres conditions » d'accès à la magistrature et les pratiques dans le recrutement des conseillers de cassation	161
I. Une illustration des conditions sociales requises pour l'accès et l'avancement dans la magistrature : le parcours du conseiller de cassation Louis Crahay	162
II. Les pratiques dans le recrutement des conseillers de cassation.....	172
A. Droit de présentation ou « droit de cooptation » ?	172
1. Introduction	172
2. Application du droit de présentation au dix-neuvième siècle.....	173
a) Plus d'un demi-siècle de cooptation (1833-1887).....	177
b) Entre nominations politiques et partisans : la période postérieure à 1887	178
1) La nomination de Camille Scheyven (1891).....	182
2) La nomination de Prosper Staes (1894).....	183
3) La nomination de Julien Van Werveke (1899)	184
4) La nomination d'Eugène Du Pont (1901)	185
3. Conclusions	186
B. La représentation des ressorts de cour d'appel : un équilibre longtemps illusoire	187
1. La Cour de cassation : reflet de l'unité nationale	187
2. Une application laborieuse	188
a) Liège	188
b) Bruxelles	190
c) Gand.....	192
3. Entre faits et hypothèses : la longue sous-représentation « gantoise » à la Cour de cassation	196
a) Les dissensions à la Cour d'appel de Gand	196
b) La Cour de cassation et la question linguistique.....	208
1) La rupture dans le profil des magistrats « gantois »	209
2) La situation linguistique sous le régime hollandais et à l'indépendance	211
3) La Cour de cassation face à la question linguistique.....	213
i. L'affaire Karsman (31 octobre 1863).....	213
ii. L'affaire Schoep et la première loi en matière d'emploi des langues dans les affaires judiciaires (1873).....	220
iii. La rupture dans le profil des conseillers de cassation : corollaire de la législation de 1889-1891 ?	225
4) La résistance de la Cour de cassation : les arrêts Peerlinck et Josson.....	229

Conclusions	232
Chapitre III : Le déroulement des carrières à la Cour de cassation : promotions et fin de carrière	235
I. La stabilité des carrières	235
II. Les promotions ou le primat de l'ancienneté.....	238
A. Le siège.....	238
1. Le(s) président(s) de chambre	239
2. Le premier président	245
B. Le parquet.....	249
III. La fin de carrière des magistrats de cassation	253
Conclusions	255
Conclusions.....	257

Troisième partie : La séparation des pouvoirs d'après la jurisprudence de la Cour de cassation sur le long dix-neuvième siècle et ses conséquences sur le contrôle juridictionnel de l'administration261

Chapitre I : La séparation des pouvoirs selon la jurisprudence de la Cour de cassation sur le long dix-neuvième siècle.....	264
I. Le pouvoir exécutif devant la Cour de cassation.....	264
A. La période « constitutionnelle » : 1831-1840	265
B. « L'automutilation du pouvoir judiciaire »	266
1. L'affaire du Rateau (24 avril 1840)	266
2. L'affaire du Conseil de fabrique de Juprelle (25 juin 1840)	267
3. Les causes de l'automutilation	270
4. Les conséquences de l'automutilation	276
a) L'immixtion du droit français dans la jurisprudence belge (1840-1920).....	277
1) L'affaire De Pitteurs.....	278
2) L'affaire Meeus.....	279
b) La division doctrinale.....	281
1) Mathieu Leclercq : plaider pour le <i>statu quo</i>	282
2) Un précurseur de la responsabilité de l'État dans sa fonction exécutive : François Laurent.....	284
3) L'attrait du barreau pour le Conseil d'État français de la Troisième République.....	284
i. Henri Frick	286
ii. Albert Van Zuylen.....	286
iii. Edmond Picard.....	288
3) La théorie des droits acquis de Charles Beckers.....	289
4) L'intérêt soudain de certains conseillers de cassation pour le « Conseil d'État »	291
5) Le développement de la solution judiciaire au contentieux administratif	294
i. Pour une extension des compétences judiciaires au détournement de pouvoir : Paul Errera et le premier Congrès international des sciences administratives.....	294
ii. Pour une définition législative des conditions de la responsabilité de la puissance publique : la haute magistrature.....	296
c) Le Conseil de législation	297
II. Le pouvoir législatif devant la Cour de cassation : la face cachée de « l'automutilation » ?..	305
A. L'affaire Desouter : une ligne de défense pionnière en matière de responsabilité de l'État dans sa fonction législative.....	306

B. Les prolongements contemporains.....	308
C. Le refus de contrôle de la constitutionnalité des lois par la Cour de cassation : l'arrêt de 1849	310
Conclusions	313
Chapitre II : La complexification des rapports entre pouvoirs : la Cour de cassation et les prémices d'une extension de la fonction juridictionnelle (1918-1936)	317
I. La révision constitutionnelle de 1919-1921 : la Cour de cassation face à la volonté politique d'instaurer un contrôle juridictionnel de l'administration	319
A. La déclaration de révision constitutionnelle et son contexte	320
B. La révision constitutionnelle	333
II. L'arrêt « Flandria » de la Cour de cassation ou le retour à une conception de la séparation des pouvoirs en sommeil depuis près d'un siècle.....	335
A. L'arrêt Flandria ou le procès de « l'automutilation »	335
B. Un arrêt polémique... à tort ?	338
1. Une double réflexion, politique et doctrinale, initiée avant-guerre	341
2. L'influence de cette réflexion sur la jurisprudence.....	342
3. L'état d'esprit de la magistrature au sortir de la guerre.....	343
III. L'influence de l'arrêt Flandria sur la révision constitutionnelle : une extension des compétences de la Cour de cassation au contentieux d'annulation ?	346
A. Le Comité consultatif du Département de la justice	347
B. La commission extraparlamentaire.....	348
1. Article 95 (et 106).....	349
2. Article 104	352
3. Article 105	353
C. La commission des XXI	354
D. La Chambre des Représentants.....	356
E. Le Sénat	358
IV. Les conséquences lointaines de l'arrêt Flandria sur le contrôle juridictionnel de l'administration : la naissance du Conseil d'État.....	360
Conclusions	373
Conclusions.....	377
 Conclusions générales	382
 Annexes.....	390
I. Répertoire des magistrats de cassation en fonction de 1832 à 1914.....	390
II. Évolution des conditions requises pour accéder à la Cour de cassation entre 1832 et 1998.....	450
III. Procédure de nomination à la Cour de cassation en 1832 et en 1998	451
IV. Statistique des arrêts rendus par la Cour de cassation de 1832 à 1914.....	454
V. Liste des lois interprétatives édictées en application des articles 23 à 25 de la loi du 4 août 1832 sur l'organisation judiciaire	458
VI. Liste des lois portant modification du personnel judiciaire.....	459

VII. Nombre de fonctions et pourcentage du temps de carrière passé à chaque niveau de juridiction par les magistrats de cassation.....	464
VIII : Présentations pour les fonctions de conseiller de cassation entre 1833 et 1913	468
Bibliographie.....	471
I. SOURCES	471
A. Sources inédites	471
B. Sources éditées.....	471
1) Périodiques.....	471
2) Documents officiels.....	471
Lois, arrêtés, décrets et règlements	471
Législation française.....	471
Gouvernement provisoire	472
Législation hollandaise	472
Législation belge	473
Annales et Documents parlementaires	476
France.....	476
Belgique – Chambre des représentants	476
Belgique – Sénat	478
Jurisprudence.....	479
3) Écrits	480
Ouvrages	480
Articles	483
Discours de rentrée - Mercuriales.....	487
II. TRAVAUX.....	491
Instruments de travail	491
Bibliographies.....	491
Biographies.....	492
Biographies générales.....	492
Biographies particulières	493
Méthodologie	494
Travaux.....	494
Ouvrages.....	494
Articles	498
Table des figures.....	502
Table des matières.....	504